



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/156
26 juin 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente-troisième session
Point 24 de la liste préliminaire^x

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 26 juin 1978, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe une déclaration du Gouvernement soviétique sur la politique des puissances occidentales en Afrique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 24 de la liste préliminaire.

Le représentant permanent de l'Union
des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'ONU,

(Signé) O. TROYANOVSKY

^x A/33/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration du Gouvernement soviétique

La tension croissante qui résulte sur le continent africain des actions agressives de certaines puissances de l'OTAN à la tête desquelles se trouvent les Etats-Unis d'Amérique préoccupe à juste titre les Etats épris de paix. Un conflit armé dans la corne de l'Afrique, des provocations militaires incessantes contre l'Angola, des interventions au Zaïre, la création de forces armées prétendument "interafricaines", antiafricaines en réalité, placées sous le commandement d'officiers de l'OTAN, un coup d'Etat aux Comores dont les auteurs sont aux gages des colonialistes, cette liste des actions perpétrées ne serait-ce que ces derniers temps par l'impérialisme est loin d'être complète. Elle montre qu'une attaque en règle est entreprise contre les forces de libération nationale en Afrique. Les colonialistes veulent à nouveau imposer leur loi aux peuples d'Afrique, malgré le caractère manifestement désespéré de l'entreprise.

Dans ces circonstances, le Gouvernement soviétique juge indispensable de faire connaître son point de vue sur les problèmes que pose actuellement la situation en Afrique et dans la région.

1. Ce dernier quart de siècle a vu en Afrique d'énormes changements. Des empires coloniaux se sont effondrés, la question de la liquidation des derniers foyers de colonialisme et de racisme sur la terre africaine a pris un sens concret. Dans les pays africains libérés, de grandes transformations politiques, économiques et sociales sont en cours, le renforcement des jeunes Etats se poursuit inéluctablement. Plusieurs pays africains sont entrés dans la voie du développement social progressiste, ayant choisi une orientation socialiste. Le rôle et l'importance des pays africains dans l'arène mondiale s'accroissent, on voit grandir leur influence dans la lutte pour la détente, pour le renforcement de la paix, pour l'affirmation du principe de l'égalité des droits dans les relations politiques et économiques entre Etats.

Ces changements éveillent en Union soviétique une profonde sympathie. L'URSS et les autres pays de la communauté socialiste ont résolument pris position en faveur de la juste lutte des peuples africains et continuent de l'appuyer. C'est sur l'initiative des pays socialistes que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 1960 la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le développement des relations de notre pays avec les pays africains est défini par une communauté objective d'intérêts pour les grands problèmes de notre époque. Dans ses relations avec les Etats africains, l'Union soviétique se conforme toujours au principe de la solidarité avec la lutte des peuples pour l'indépendance, la liberté, le progrès national et social, aux principes de l'égalité réelle des droits, du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-intervention dans les affaires intérieures et de la collaboration mutuellement profitable. Les principes sur lesquels se fondent ces relations ont un caractère immuable.

/...

2. Mais ces changements positifs en Afrique, les forces de l'impérialisme, du racisme et de la réaction refusent de les accepter. Il y a là une volonté de poursuivre l'exploitation des peuples africains et des ressources naturelles du continent, de continuer à penser en catégories colonialistes de "sphères d'influence" et à ne pas considérer les Africains comme des partenaires égaux en droits.

Ce n'est pas la première fois que les impérialistes et leurs séides se sont lancés en Afrique dans des aventures militaires, ont provoqué des conflits entre Etats, ont encouragé la naissance de séparatismes pour affaiblir les pays africains en cause. Ils sont responsables de bien des coups d'Etat et de bien des complots antigouvernementaux, d'"opérations secrètes" tristement célèbres, de la liquidation physique de glorieux fils de l'Afrique libre, tels que Patrice Lumumba, Mariam N'Gouabi, Eduardo Mondlane, Amilcar Cabral et tant d'autres.

L'ingérence impérialiste dans les affaires africaines a pris actuellement un caractère particulièrement cynique et dangereux. C'est le cas notamment de l'opération au Shaba (Zaïre), motivée par le souci de conserver aux monopoles occidentaux leur contrôle sur le cuivre, le cobalt, l'uranium, les diamants et les autres ressources naturelles du Zaïre, par le souci de garantir les intérêts militaires et stratégiques et les profits de l'Occident. L'exemple du Zaïre montre bien que les puissances impérialistes ne reculent pas devant des actions militaires directes contre les Africains, en y employant leurs propres forces armées, reprenant ainsi la pire tradition de banditisme colonial. Il est évident qu'elles cherchent à assumer de nouveau les fonctions de gendarme de l'Afrique, de maître suprême des peuples africains, alors que personne ne les a élues à ces fonctions.

L'Afrique connaît un autre moment dangereux du fait que les grandes puissances occidentales sont passées désormais aux mesures politico-militaires agressives prises collectivement. Dans leur réalisation, un rôle de premier plan revient aux Etats-Unis d'Amérique, qui utilisent largement dans leurs desseins le mécanisme de l'OTAN. On cherche à étendre la sphère d'action de ce bloc agressif à l'Afrique. C'est précisément de cela dont on discutait à la dernière session du Conseil de l'OTAN à Washington et lors des consultations des cinq principaux Etats membres de l'OTAN à Paris. Les événements du Zaïre n'ont été pour l'Occident qu'un prétexte pour passer à l'exécution des plans de création d'un mécanisme d'"intervention rapide", élaborés depuis longtemps à l'OTAN, pour parer à des changements sur le continent africain qui n'ont pas l'heur de plaire aux puissances impérialistes occidentales. Le danger qui en résulte pour les peuples africains, et non pas uniquement pour eux, est évident.

L'activité de certains pays de l'OTAN qui cherchent à organiser des groupements politico-militaires pro-impérialistes en Afrique de l'Ouest et dans la région de la mer Rouge, de toute évidence dans le dessein de rattacher ces groupements au bloc de l'OTAN, incite également à la circonspection.

/...

L'envoi au Zaïre, sur l'initiative de ces pays, de prétendues "forces inter-africaines" vise à étendre encore l'ingérence impérialiste en Afrique. L'apparence d'"africanisation" des opérations de l'OTAN au Zaïre en y faisant participer quelques détachements des forces armées de certains pays africains ne saurait tromper personne. Les "forces interafricaines" agissent sous le contrôle et dans l'intérêt de certaines puissances de l'OTAN et toute tentative de les légitimiser peut avoir des conséquences dangereuses pour tous les pays africains.

L'intervention au Zaïre a été de toute évidence conçue aussi pour exercer une pression directe sur les forces patriotiques du Zimbabwe et de la Namibie ainsi que sur les Etats "de première ligne" en Afrique et pour imposer une solution néo-colonialiste des problèmes rhodésien et namibien. Il est tout à fait significatif à cet égard que l'on ait évoqué au Royaume-Uni la possibilité d'opérations du même ordre pour la défense des intérêts occidentaux en Rhodésie.

Nous assistons ainsi à une nouvelle phase dans le développement de la politique des puissances qui puisent un réconfort dans l'existence de régimes colonialistes et racistes, politique qui vise à affaiblir par tous les moyens la lutte anti-impérialiste en Afrique et non seulement à y préserver mais encore à y renforcer la position de ces puissances et à orienter le développement des Etats africains dans une voie d'"association" néo-colonialiste qui soit acceptable pour elles. Voici ce qui se cache en réalité derrière les paroles creuses et hypocrites de certaines personnalités occidentales haut placées, lorsqu'elles proclament leur désir de voir l'Afrique libre de la domination étrangère et de respecter la volonté des peuples africains.

3. La campagne antisoviétique débridée menée dans les principaux pays de l'OTAN fait partie intégrante de cette politique. On escompte manifestement susciter la méfiance à l'égard de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, de couper l'Afrique de ses alliés naturels et d'isoler les pays africains face aux forces unies du néo-colonialisme et de la réaction impérialiste. Une campagne éhontée de diffamation est lancée contre l'Union soviétique, Cuba et d'autres pays de la communauté socialiste.

Pour tenter de justifier l'intervention de l'OTAN au Zaïre, que l'Union soviétique condamne résolument, on répand avec insistance le mythe de la participation de l'URSS, de Cuba et de plusieurs pays africains aux événements qui se sont produits au Zaïre, bien que le caractère manifestement mensonger de cette version des faits ait été mis en évidence à maintes reprises dans les déclarations officielles de l'Union soviétique ainsi que dans les déclarations d'autres gouvernements.

Il n'existe absolument aucun fondement aux affirmations selon lesquelles l'assistance fournie par l'URSS et Cuba à certains pays africains, principalement l'Angola et l'Ethiopie ainsi qu'aux mouvements de libération nationale de l'Afrique australe constituerait une menace pour la paix et la stabilité sur le continent et nuirait au relâchement de la tension nationale. La légitimité de cette assistance découle de la Charte des Nations Unies, des résolutions de l'ONU et d'autres hautes instances internationales. On ne peut manquer de voir la différence fondamentale entre l'aide apportée aux Etats et aux peuples africains par les pays socialistes et l'intervention militaire pratiquée par les pays occidentaux pour servir leurs propres intérêts étroits et rapaces, dans les affaires intérieures de l'Afrique. L'assistance des pays socialistes sert la juste cause de la libération des peuples de l'esclavage raciste et colonialiste et de la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats contre les atteintes de l'extérieur. Le peuple soviétique est à juste titre fier des nobles objectifs de cette assistance.

La détente n'implique absolument pas que l'on freine artificiellement le processus objectif du développement historique. Elle ne saurait servir de sauf-conduit à des régimes hostiles au peuple, corrompus et vénaux ou à quelques droits et privilèges particuliers hérités du passé colonial ou imposés lors de marchés ou d'accords léonins. Encore moins, autorise-t-elle la répression de la juste lutte des peuples pour la libération nationale et le progrès social ou l'ingérence dans leurs affaires intérieures. C'est précisément le droit que cherchent à s'attribuer les milieux impérialistes tout en parlant de l'"indivisibilité de la détente" et de la nécessité d'en faire bénéficier toutes les régions du monde, les pays de l'OTAN, et au premier chef les Etats-Unis, s'engagent par leurs actions en Afrique, dans une direction diamétralement opposée.

La détente ne fera que s'accroître avec l'élimination dans les plus brefs délais des derniers foyers du racisme et du colonialisme ainsi que du lourd et odieux héritage de la domination coloniale qui continue à faire obstacle au progrès des peuples africains et crée une tension internationale.

4. Le complice direct des puissances occidentales est le régime raciste de Pretoria, dont l'existence même constitue une menace contre la paix internationale, qui s'efforce d'accroître, avec le concours de l'OTAN, son potentiel militaire et d'accéder à l'arme nucléaire.

Les événements qui sont survenus en Afrique ne sont pas non plus du goût des dirigeants de Pékin qui, par chauvinisme et dans un esprit d'hégémonie et de lucre, souhaiteraient que le continent devienne le théâtre de graves complications et conflits internationaux. Les dirigeants de Pékin, de même que l'OTAN et la République sud-africaine, contribuent activement à l'aggravation des tensions en Afrique. Ils se sont alliés à l'impérialisme, aux forces d'agression et de la réaction, du néo-colonialisme et du racisme et, partant, ont rejoint le camp des adversaires non seulement des pays socialistes mais de l'ensemble du mouvement de libération nationale, de l'unité des peuples africains, de la lutte des pays africains pour l'indépendance et la liberté contre la domination impérialiste, comme ce fut le cas lors des événements survenus en Angola et dans la corne de l'Afrique. La perfidie de Pékin s'est clairement manifestée lors de l'intervention des forces de l'OTAN au Zaïre.

5. Les tentatives des anciens colonialistes visant à revenir en Afrique les armes à la main, sous le prétexte fallacieux de protéger ses intérêts contre la "menace" soviétique et cubaine, nous préoccupe tous et en premier lieu les peuples africains qui voient à juste titre dans ces manoeuvres, la menace réelle d'un rétablissement de l'ordre colonial, d'expéditions punitives montées par l'impérialisme contre les forces du progrès social, de l'instauration sur le continent de relations néo-colonialistes, fondées sur l'exploitation et le pillage, de tentatives visant à éliminer les régimes progressistes. Toutes ces machinations sont ourdies contre l'indépendance politique et économique des Etats africains qu'elles tentent de saper.

De l'avis des peuples africains, les milieux impérialistes occidentaux visent, par leurs agissements, à affaiblir à tout prix et, si possible, à détruire l'unité des pays africains afin de les isoler face aux pressions exercées sur eux. L'existence même de l'Organisation de l'unité africaine est menacée, instance la plus importante dans la lutte pour la sauvegarde des intérêts communs des Etats africains. Ce n'est pas un hasard si de nombreux dirigeants africains condamnent catégoriquement l'intervention militaire impérialiste au Zaïre, de même que les tentatives visant à créer sur le continent des groupements liés directement ou indirectement à l'OTAN.

Les manoeuvres tendant à régler les affaires africaines sans les Africains sont considérées à juste titre comme un affront à l'Afrique, comme un refus de tenir compte du rôle croissant qu'elle joue sur la scène internationale.

On peut affirmer avec certitude que les peuples africains ne se laisseront pas tromper par les colonialistes qui, spéculant hypocritement sur l'idée "de solidarité africaine", tentent en fait de recruter des complices et des champions de leur politique parmi les régimes fantoches et antipopulaires.

L'Afrique indépendante oppose à ces menées une authentique solidarité africaine, la volonté commune des peuples pacifiques et leur détermination à défendre l'indépendance de leur pays et à choisir librement la voie de leur propre développement.

6. La politique de l'Union soviétique à l'égard de l'Afrique est claire et logique. Dans les pays en développement, comme partout, elle est du côté des forces qui défendent la cause de l'indépendance nationale, du progrès social et de la démocratie. Elle les regarde comme ses camarades de combat. En poursuivant cette politique, l'Union soviétique ne recherche aucun avantage pour elle-même, n'est pas en quête de concessions, ne cherche pas à acquérir d'influence politique prépondérante, pas plus que d'obtenir de bases militaires.

L'URSS se range sans réserve au côté des peuples africains en lutte contre le maintien, sous quelque forme que ce soit, des séquelles du colonialisme et du racisme en Afrique, en lutte contre le néo-colonialisme. C'est pourquoi il est naturel que l'Union soviétique se soit prononcée et se prononce systématiquement pour la liquidation du régime raciste en Rhodésie pour la remise de la totalité du pouvoir, au peuple du Zimbabwe représenté par le Front patriotique, pour l'évacuation immédiate et complète de la Namibie par la République sud-africaine et la remise du pouvoir à la SWAPO - représentant authentique du peuple de son pays -, pour la liquidation du système de l'apartheid en République sud-africaine.

Respectant le droit de chaque peuple à choisir en toute indépendance la voie de son propre développement, l'Union soviétique condamne fermement l'intervention militaire et politique de l'impérialisme dans les affaires intérieures des Etats africains indépendants, l'atteinte portée à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale. Les interventions militaires des puissances impérialistes dans une partie ou l'autre du continent africain constituent un défi à toute l'Afrique indépendante, aux objectifs de l'Organisation de l'unité africaine et aux principes de sa charte, un défi à l'Organisation des Nations Unies. Les actions semblables au même titre que la mise sur pied par le bloc de l'OTAN d'on ne sait quelles "forces interafricaines" ne sont rien d'autre qu'une tentative pour lancer des Africains contre d'autres Africains, qu'un moyen d'user de violence contre les mouvements africains de libération par l'intermédiaire des Africains eux-mêmes.

L'Union soviétique prend systématiquement position pour la liquidation dans les plus brefs délais des foyers de tension sur le continent africain, pour le règlement des divergences existant entre certains gouvernements africains. Elle est hostile à toute tentative d'opposer les pays africains les uns contre les autres et de fomenter des conflits et des guerres fratricides.

Les milieux bellicistes d'Occident portent l'entière responsabilité des conséquences possibles d'une aggravation de la tension sur le continent africain. Les actes de provocation de ces milieux et de leurs complices sont condamnés par l'opinion publique mondiale, sont condamnés par le peuple soviétique. Les Etats africains indépendants, les forces progressistes et pacifiques du monde entier ne peuvent qu'opposer leur vigilance et leur résistance à ces actions.

Les intérêts de la paix et du développement en Afrique exigent qu'il soit immédiatement mis fin à l'intervention impérialiste dans les affaires des pays africains, que soit respecté le droit de ceux-ci à une existence libre et indépendante, ainsi qu'à entretenir des rapports d'égalité avec tous les Etats, conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies.

De son côté, l'Union soviétique, comme par le passé, fera tout ce qui est en son pouvoir pour que la situation en Afrique évolue précisément dans ce sens, et elle est prête à unir ses efforts avec ceux dont les mêmes objectifs généreux guident l'action.
